Réforme

Dossier - Placements éthiques

Transparence et argent propre

Nés en France dans les années 80, les fonds éthiques de placement financier prennent de l'ampleur en devenant les ISR : investissements socialement responsables. Vers un nouveau capitalisme ?

par Priscille MULLER-LAFITTE

En 1983, une association de sœurs catholiques décide d'acheter des actions au CAC 40. Le premier fonds éthique français est né. Les religieuses veulent faire fructifier leur argent, mais pas n'importe comment. L'association « Ethique et Investissement » qu'elles ont créée rejette tout ce qui ne contribue pas à « l'utilité sociale » : armement, tabac, alcool, casino, pornographie... mais aussi les entreprises qui emploient des enfants, celles qui font affaire avec des dictatures dans les pays en voie de développement et celles qui sont liées à des scandales : écologiques ou de gestion du personnel. Elles déterminent ainsi 20 critères positifs avec lesquels elles passent en revue les entreprises. Récemment, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) fait à son tour le grand saut : l'association investit en Bourse avec une certaine idée de l'éthique d'entreprise et crée « Ethique et Partage ». Au départ réservé aux associations et congrégations, ce fonds s'ouvre aujourd'hui aux particuliers. « L'idée est d'atteindre un certain volume, pour faire pression sur les entreprises », explique Martine Morincome, directrice de la gestion financière au CCFD. « Certes, numériquement, nous serons minoritaires dans le capital d'une entreprise, mais nous pouvons peser sur son image. »

Les questions qui fâchent

Les fonds éthiques ne sont pas l'apanage des congrégations et des associations religieuses. C'est un mouvement plus large, qui a pris de l'ampleur depuis la fin des années 90 en France, à l'instar de ce qui se fait en Europe du Nord et aux Etats-Unis depuis trente ans. La philosophie est la suivante : pour pousser une entreprise à suivre certaines règles de conduite, autant participer au capital, exercer son vote aux assemblées générales, et poser les questions qui fâchent. C'est ainsi que, lors d'une assemblée générale du groupe Nestlé, en Suisse, en avril dernier, le fonds Ethos s'est allié avec cinq grandes caisses de pensions publiques suisses pour repousser une résolution qui aurait amené à concentrer le pouvoir dans les mains d'un seul dirigeant. C'est la première fois en Europe qu'un fonds éthique réussit un coup de ce genre.

« Ce n'est que le début. Dans les années qui viennent, ce type d'action va se répandre », prévoit François Fatoux, délégué général de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE). « Pour cela, il faut acquérir un savoir-faire, une nouvelle culture de l'opposition en assemblée générale. Déposer une résolution, ça ne s'improvise pas », poursuit-il. « Investir selon des critères éthiques, c'est voir à long terme, résume François Lett, analyste éthique au Créa Coopératif. Nous faisons du réformisme de l'intérieur. »

Aujourd'hui, chaque banque a son fonds de placement de développement durable. Ici, on ne parle pas de fonds éthiques mais d'« investissement socialement responsable » (ISR). Ces fonds n'excluent pas certains secteurs d'activité, il n'y a pas d'entreprises « mauvaises ». Mais les entreprises qui ont fourni le plus d'efforts

envers l'environnement ou pour leurs salariés sont en haut de la liste. Le choix d'investir se fait ensuite selon les procédures financières habituelles : il faut investir dans une entreprise rentable, privilégier le meilleur rendement et le bon moment. Depuis deux ou trois ans, la rentabilité de ce type de fonds est équivalente à celle des autres placements. Le marché devient même juteux. Il a doublé en deux ans. Et le fonds de réserve des retraites, complément de retraites du régime général secteur privé français, a décidé de placer 600 millions d'euros dans de l'investissement socialement responsable. L'appel d'offre est lancé, de nombreuses banques ont fourbi leurs armes. Quitte à surprendre leur image d'investisseur éthique. Mais cette décision du fonds de réserve des retraites a le mérite de gonfler le marché du développement durable et peut-être de servir de modèle aux autres institutions.

Analyse extrafinancière

Sélectionner les entreprises et gérer un portefeuille est un travail à part entière. Les fonds du CCFD et des religieuses catholiques sont gérés par Meeschaert, une maison de gestion privée. Une jeune analyste, Laurence Loubières, a été recrutée et il y a trois ans pour se spécialiser sur l'éthique. Elle rencontre chaque mois les décideurs du CCFD pour débattre de l'actualité des sociétés. Ils se mettent d'accord sur les entreprises à exclure. Par exemple TF1, après les déclarations P.-D.G. Patrick Le Lay sur la publicité. Ou encore, les entreprises pétrolières, accusées d'entretenir des relations opaques avec certains dirigeants africains. Quitte à ce que, en excluant les entreprises pétrolières dont les cours de Bourse sont au beau fixe, le rendement du fonds soit moins bon qu'ailleurs. « Cela nous a été beaucoup reproché. Mais quand on mise sur l'éthique, il faut être cohérent » tranche Laurence Loubières.

Après ce premier tri, il s'agit de sélectionner les entreprises qui sont un peu plus éthiques » que les autres, en fonction de leur contribution au développement durable, leur façon de gérer leurs relations avec la clientèle et avec les fournisseurs, de considérer les salariés, d'accepter une transparence de leurs comptes et des salaires des dirigeants. Ce travail exige une bonne dose de pragmatisme. « Nous savons que les entreprises ne sont pas idéales, et ne peuvent pas atteindre tous les objectifs en même temps. Mais on regarde les progrès », énonce Marie-Laure Payen, administratrice de « Ethique et Investissement », l'association des religieuses catholiques.

L'objectif est d'obtenir plus de transparence de la part des entreprises. Il existe des agences de notation, dont la plus connue en France est Vigeo, fondée par l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat. Ces agences décortiquent des questionnaires envoyés aux entreprises sur des points « extrafinanciers » : le respect de la parité, la lutte contre les discriminations, la participation à l'économie locale, le recyclage... Secteur par secteur, les entreprises sont classées et évaluées. Ces notes sont vendues aux maisons de gestion qui font leur cuisine à partir de ces notations, en y ajoutant leur enquête personnelle. « L'analyse extrafinancière est très nouvelle. On doit encore beaucoup inventer », s'enthousiasme Wim Vermeir, responsable de la gestion durable chez Dexia. Ainsi, Meeschaert reçoit régulièrement des informations des ONG sur le comportement des multinationales dans les pays en voie de développement. Ces compléments d'information l'ont amené à exclure, par exemple, l'industriel AngloAmerican. L'entreprise d'extraction de minerais traîne des casseroles en république démocratique du Congo et en Afrique du Sud. Pourtant, cette société est classée cinquième de son secteur par Vigeo. La prospection d'information sur les entreprises a encore du chemin à faire.

Repères

Les fonds éthiques représentent 1 % du marché en France, contre 12 % aux

Etats-Unis.

Principaux gestionnaires de fonds éthiques

Dexia

dexia-am.com

Crédit Coopératif

credit-cooperatif.fr

Caisse d'Epargne

caisse-epargne.fr

Fonds 1-2-3 Futur.

Axa

axa-im.fr

Meeschaert

meeschaert.com

Pour se faire une idée sur la question

novethic.fr

orse.org

Pour choisir un fonds

Revue *Alternatives Economiques*

hors-série pratique n° 15

septembre 2004, 9 euros.

A lire

Les nouveaux utopistes de l'économie

Sylvain Allemand

Autrement, 2005

256 p., 19 euros.

▶ [Acheter ce livre sur l'Arrêt aux pages.com](http://Arrêt.auxpages.com)

Portrait de l'homme d'affaires en prédateur

Michel Villette

et Catherine Vuillermot

La Découverte, 2005

293 p., 20 euros.

▶ [Acheter ce livre sur l'Arrêt aux pages.com](http://Arrêt.auxpages.com)